

Berne, le 30 septembre 1992

10e SOMMET DES NON-ALIGNES (JAKARTA, 1-6.9.1992)

1. Remarques générales

Le géant ne cesse de croître. Il compte désormais 108 membres. Et cela n'est pas fini. Le statut d'observateur obtenu par la Chine au début de l'année, ainsi que celui accordé par la Conférence à l'Arménie, la Croatie et la Thaïlande laissent présager que ces Etats viendront bientôt grossir le nombre des membres du Mouvement. Mais l'importance de celui-ci ne doit pas se mesurer à celui-là.

La Conférence a estimé que la nécessité de défendre l'indépendance des membres du Mouvement, pour beaucoup d'anciennes colonies, demeure après la disparition du bloc de l'Est. Renoncer au non-alignement signifierait s'aligner sur ce qui reste des puissances dominantes. Conscient qu'il ne dispose plus de la même marge de manoeuvre qu'aux temps de la guerre froide, le NAM préfère s'adapter à la situation nouvelle en remplaçant la confrontation par la coopération avec le Nord.

Au vu du faible poids politique et économique de la plupart de ses membres, le NAM considère que pour retirer quelque chose de ce dialogue, il doit le mener en tant qu'interlocuteur reconnu, efficace et dans le cadre multilatéral qu'il s'agit de démocratiser.

Or, la grande diversité du Mouvement fait que les non-alignés sont aussi très divisés. L'obtention d'un consensus y est souvent difficile. La tentation est grande d'y parvenir grâce à la rhétorique et de ne laisser qu'une part ténue à l'action.

L'évolution mondiale de ces toutes dernières années a cependant conduit le Mouvement à une approche nouvelle, davantage empreinte de réalisme, de pragmatisme et privilégiant effectivement le dialogue avec le Nord. La grande majorité de ses membres ont ainsi renoncé aux attaques anti-occidentales, peut-être en partie parce que la concurrence pour recevoir une part de l'aide des pays développés est devenue plus vive. La coopération Sud-Sud gagne aussi en importance. L'accent est mis sur le développement économique, non sur les idéologies. Il est probable que la présidence indonésienne du Mouvement durant les trois prochaines années contribuera à renforcer cette tendance.

Le Mouvement est conscient que la puissance, l'unité et la cohésion interne sont des qualités qui lui font aujourd'hui largement défaut. La Conférence de Jakarta a ainsi chargé le Bureau de coordination de poursuivre l'examen d'un mécanisme de règlement pacifique des différends entre Etats membres. L'idée - déjà ancienne - d'un secrétariat permanent n'a, par contre, pas fait l'objet d'un consensus.

Les priorités du Mouvement pour les prochaines années seront d'une part de participer de façon efficace à la conception et à la mise en oeuvre d'un nouvel ordre international fondé sur la justice, l'égalité et la démocratie dans les relations internationales, d'autre part de



relever les défis posés par le développement et la lutte contre la pauvreté, dont l'éradication est indispensable pour que ce nouvel ordre mondial soit durable.

Le Mouvement, dont les membres représentent les deux tiers des Nations Unies, considère que c'est au sein de celles-ci qu'il doit s'affirmer en tant que porte-parole du monde en développement. La Conférence a décidé de créer immédiatement un groupe de travail de haut niveau du Mouvement des non-alignés pour la réforme de l'ONU. Il est mandaté pour élaborer des propositions et des suggestions concrètes en vue de la restructuration, la démocratisation et le renforcement de l'efficacité de l'ONU, ainsi que pour la participation efficace du Mouvement à la définition du nouvel ordre international.

La Conférence a également estimé qu'il est d'une importance cruciale pour le Mouvement de coordonner ses efforts et ses stratégies avec le Groupe des 77 en créant un comité conjoint de coordination. (L'idée d'une simple fusion du Mouvement avec les 77, si elle a été derechef abordée, n'a pas pour autant réussi à rallier beaucoup d'Etats membres.)

2. Rôle et participation de la Suisse

Le soussigné a conduit la délégation suisse comprenant également l'ambassadeur de Suisse en Indonésie, son premier collaborateur et un collaborateur de la Division politique II. Comme à l'accoutumée, les "hôtes" n'ont en principe pas eu accès aux séances des commissions (politique, économique et de méthodologie), ni à leurs documents. De plus, la présidence indonésienne n'a pas organisé de briefings en leur faveur, contrairement à ce qui avait été fait au dernier sommet de Belgrade. Le poids de l'Europe pour le Mouvement a diminué depuis lors en raison du conflit yougoslave et de ses conséquences néfastes pour l'exercice de la présidence yougoslave.

La délégation suisse a suivi l'ensemble des séances plénières, tant celles du Sommet que celles de la Conférence des ministres des affaires étrangères des 29 et 30 août l'ayant précédé. Elle n'y a pas pris la parole. (L'Autriche, jouissant du même statut d'hôte, dont elle n'est pas satisfaite, a cru bon de s'adresser à la plénière en des termes généraux - cf. **annexe IV.**)

La délégation suisse a utilisé cette occasion pour avoir de nombreux contacts bilatéraux avec les chefs et les membres d'autres délégations. Le Chef de délégation s'est entretenu notamment avec le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, plusieurs Ministres des affaires étrangères (Iran, Jordanie, Egypte, Chypre, Australie, Suède, etc.) et Chefs de délégation (Ligue arabe, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Grèce, CICR, etc.).

Les échanges ont été particulièrement étroits avec les délégations des autres pays neutres. D'une façon générale, l'on peut dire que les hôtes n'ont pratiquement pas la possibilité d'influencer le cours des débats. Ce statut d'hôte convient bien à la Suisse, car il nous permet de rester à l'écart des différends, inévitables.

Depuis 16 ans, la Suisse suit les travaux du Mouvement des non-alignés: pour elle, cela a certainement contribué à une meilleure intelligence, à une prise de conscience approfondie des problèmes propres au tiers monde. Aujourd'hui comme hier, la Suisse, qui a fait du développement un des principaux piliers de sa politique étrangère, ne peut que profiter d'un

Mouvement qui demeure le forum privilégié des pays du tiers-monde et une "caisse de résonance" sans pareille où se font entendre les voix de ceux qui réclament une plus grande justice, un partage plus équitable. La voix de cette grande partie de l'humanité doit être écoutée.

3. Agenda

L'**annexe II** donne un aperçu du document final adopté par la Conférence et donc des principaux points de l'agenda.

La question yougoslave a longuement occupé la Conférence au sommet et la réunion ministérielle qui l'a précédée. La passation de la présidence de la Yougoslavie à l'Indonésie s'est faite au cours de cette dernière et non, comme cela aurait dû être normalement le cas, à l'ouverture du Sommet, ce qui a permis d'éviter le probable boycottage de ce dernier par un certain nombre de pays musulmans. La décision d'attribuer la présidence à l'Indonésie, qui brigait ce poste depuis quelques années déjà, avait été prise en 1991. En fait, elle en a pris l'exercice effectif au pied levé en raison de l'impossibilité pour la Yougoslavie, déchirée par la guerre civile, d'exercer normalement son mandat durant les trois ans prévus. Il avait ainsi été convenu à Larnaka, en février 1992, que Belgrade, qui a donc assumé formellement la présidence du Mouvement jusqu'en septembre, céderait à Jakarta le soin de convoquer la réunion ministérielle du Bureau de coordination qui s'est tenue les 14 et 15 mai 1992 à Bali. En ce qui concerne le statut de la Yougoslavie au sein du NAM, le consensus s'est fait après de longues discussions sur le renvoi de cette question à la réunion ministérielle qui se tient, comme chaque année, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. La décision qui sera alors prise tiendra compte de tous les éléments à disposition, y compris des débats qui auront eu lieu entre-temps à l'Assemblée générale. (La Yougoslavie a été exclue par l'ONU le 22.9.1992.)

4. Conclusions

La tenue à Jakarta de ce 10^e Sommet du Mouvement des non-alignés, 37 ans après la Conférence afro-asiatique de Bandung, en 1955, est un succès pour l'Indonésie, qui l'a parfaitement organisé. La présidence du Mouvement par celle-ci durant les trois prochaines années devrait renforcer le courant modéré qui s'y est développé et favoriser une attention accrue prêtée aux questions économiques.

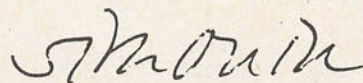
Cependant, l'on oubliera vraisemblablement plus vite ce Sommet que la Conférence de Bandung, qui adopta un certain nombre de principes qui furent repris par les non-alignés. Il n'aura en effet pas signifié le renouveau d'un Mouvement dont le poids dans les relations internationales s'est considérablement réduit au cours de la dernière décennie, mais celui d'un retour aux sources dans la continuité. Le Mouvement reste un forum de réflexion et de concertation.

Le Mouvement demeure fidèle à ses principes de base, notamment à ceux de la souveraineté nationale, de la non-intervention et de la coopération économique. Il estime que le non-alignement a gardé tout son sens, car ni la décolonisation ni la fin de la guerre froide n'ont fait disparaître les phénomènes de puissance et les tentations de domination. Ce Mouvement, le plus vaste rassemblement d'Etats de la planète en dehors de l'ONU,

continuera donc à faire entendre sa voix, celle des trois quarts de la population mondiale, celle du tiers monde.

Que l'Ambassade de Suisse à Jakarta soit ici vivement remerciée pour son excellent travail de préparation et pour le soutien efficace qu'elle a accordé à la délégation venue de Berne durant son séjour en Indonésie.

Division politique II



Simonin

Annexes (4): - Liste des documents
- Aperçu du document final
- Le message de Jakarta
- Déclaration autrichienne